

20231226 Le Monde

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/26/apres-le-vote-de-la-loi-sur-l-immigration-trois-blocs-restent-toujours-en-presence-mais-le-jeu-s-est-considerablement-durci-sous-la-pression-des-extrêmes_6207731_3232.html

Après le vote de la loi sur l'immigration, trois blocs restent toujours en présence, mais le jeu s'est considérablement durci sous la pression des extrêmes »

Chronique



Françoise Fressoz

Editorialiste au « Monde »

Coalisées, à l'occasion du projet de loi, pour détruire l'espace central occupé par la majorité présidentielle, les oppositions n'ont pas complètement réussi. Pour les macronistes, la quête d'alliés est devenue dangereuse à droite et vaine à gauche, constate dans sa chronique Françoise Fressoz, éditorialiste au « Monde ».

Article réservé aux abonnés

La crise qui vient de se produire autour du projet de loi sur l'immigration marque le retour spectaculaire du clivage gauche-droite. En coalisant leurs voix pour [rendre impossible la discussion du texte de loi à l'Assemblée nationale le 11 décembre](#), les oppositions sont parvenues à donner un coup de boutoir à l'espace central qui espérait trouver des majorités variables article par article.

Une fois le forfait accompli, ces mêmes oppositions ont pointé la perte de boussole de l'exécutif qui, mû par la volonté d'arracher coûte que coûte un accord en commission mixte paritaire (CMP), a concédé au-delà de ses marqueurs à la droite : restriction de l'accès aux prestations sociales à des étrangers en situation régulière, fin de l'acquisition de la nationalité de plein droit pour les enfants nés d'étrangers, exclusion des sans-papiers de l'hébergement d'urgence, promesse d'une réforme de l'aide médicale d'Etat... Ces ajouts ont dénaturé le texte qui avait été au départ conçu comme un équilibre entre fermeté et ouverture. La gauche et l'extrême droite ont alors une nouvelle fois convergé pour souligner que l'exécutif acclimatait le concept de « préférence nationale » qui constitue l'ossature du projet lepéniste.

L'onde de choc provoquée par la volte-face du Rassemblement national (RN) qui, après avoir claironné qu'il ne voterait jamais un texte comportant un volet régularisation, s'est rallié au texte de la CMP a profondément ébranlé le camp présidentiel : le ministre de la santé, [Aurélien Rousseau, a démissionné](#) ; un quart des députés de la majorité ont refusé de voter le texte. [Emmanuel Macron en personne a dû lancer une contre-offensive, dans l'émission « C à vous »](#), mercredi 20 décembre, sur France 5, en contestant toute « rupture ontologique » dans la conduite de la politique migratoire tout en [se défaussant sur le Conseil constitutionnel pour faire le ménage dans le texte](#).

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Loi « immigration » : les mesures susceptibles d'être censurées par le Conseil constitutionnel](#)

Jamais le chef de l'Etat n'était apparu autant en décalage avec ce qu'il avait incarné lors de sa campagne présidentielle de 2017 : le camp de l'ouverture, de l'optimisme et du progressisme face aux partisans du repli nationaliste.

La Nupes ressoudée

Dans la foulée de cet événement, des mouvements significatifs se sont produits au sein des oppositions. Les enquêtes d'opinion donnent le point au RN (65 % des Français estiment que le vote de cette loi est plutôt un succès pour Marine Le Pen et 71 % jugent que le texte correspond aux idées du parti d'extrême droite, selon un [sondage Elabe publié le 20 décembre](#)), tandis que le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes s'est débusqué. Dans un entretien au *Figaro* publié le 21 décembre, Laurent Wauquiez a revendiqué avoir été à la manœuvre ces derniers jours dans l'ombre du président du parti Les Républicains (LR), Eric Ciotti, pour tuer le « en même temps ». Puis il a insisté sur l'alignement des idées de LR sur celles du RN en matière de politique migratoire avant de disputer à Marine Le Pen la crédibilité de porter en 2027 les couleurs d'une « nouvelle droite » coalisée contre le « parti du déni » qu'incarnerait la gauche. Pour LR, la réaffirmation du clivage a été l'occasion de pousser d'un cran le projet de fusion des droites, un abolissement de la frontière avec l'extrême droite.

A gauche, la crise a eu pour effet de ressouder la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), qui avait été pourtant déclarée morte par son fondateur, Jean-Luc Mélenchon, après la vive contestation interne et externe menée contre lui. Non seulement tous les partis membres de la coalition ont fait bloc pour refuser le débat sur l'immigration, mais tous ont convergé vers l'analyse développée au cours de l'été par le leader des « insoumis » lorsque, au lendemain des émeutes urbaines, il avait fustigé « *la jonction de la droite* [de Macron à LR] *avec l'extrême droite* » à partir d'un « *discours dominant aligné sur l'extrême droite* ». Le but de M. Mélenchon était de présenter La France insoumise comme le seul rempart contre Marine Le Pen, alors que son parti avait été symboliquement exclu de l'arc républicain par la première ministre, Elisabeth Borne.

Il est symptomatique de constater que même les plus farouches adversaires à gauche de M. Mélenchon ont eu ces derniers jours tendance à s'aligner sur son discours. Dans un entretien au *Monde* le 20 décembre, l'ancien président de la République François Hollande a accusé Emmanuel Macron et son gouvernement d'« *avoir pris les idées* » du RN.

Lire aussi l'entretien : Article réservé à nos abonnés [François Hollande : « Le président Macron et le gouvernement n'ont pas pris les voix du Front national. Ils ont pris ses idées »](#)

Dans une [tribune publiée par Libération](#) le 20 décembre, l'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve a estimé que, « *dans le tumulte de tractations fleurant bon la IV^e République, un autre visage de l'actuel pouvoir est apparu : non pas celui hiératique de Jupiter, mais celui double et menaçant de Janus, en même temps de droite et d'extrême droite* ».

Le fossé s'est creusé

Le déclenchement de cette lourde artillerie n'a produit qu'à moitié l'effet escompté : le camp présidentiel a vacillé, mais il ne s'est pas cassé. Plusieurs ministres, de sensibilité de gauche, avaient menacé de démissionner. Ils ne l'ont pas fait, jugeant plus utile de peser de l'intérieur que de risquer de perdre toute utilité à l'extérieur.

En six ans, le fossé s'est creusé entre les macronistes revendiquant de « *partir du réel* » pour traiter les problèmes et l'ancienne gauche de gouvernement qui a préféré se réfugier dans une posture d'opposition radicale plutôt que de se frotter à des sujets compliqués. L'immigration en fait partie : débattre de sa régulation heurte ses convictions, alors que la demande d'un tour de vis est particulièrement significative dans l'électorat qu'elle a perdu au profit du RN. Selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria « *Fractures françaises* » parue en octobre, 66 % des Français jugent qu'« *il y a trop d'étrangers en France* ». La proportion monte à 67 % chez les employés et 70 % chez les ouvriers.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés « [Fractures françaises](#) » : un pays mécontent mais qui montre les premiers signes de décrispation

Finalement, les trois blocs nés des élections législatives de 2022 restent toujours en présence. Mais le jeu s'est considérablement durci sous la pression continue des extrêmes. L'espace central n'est pas détruit, mais il ne peut désormais compter que sur lui-même. La quête d'alliés est devenue dangereuse à droite, tant LR s'est extrémisé. Elle reste complètement inopérante à gauche, tant l'emprise de Jean-Luc Mélenchon reste forte.